principe consacré, que je me contente volontiers du projet ministériel, comptant que l'on saura plus tard convertir ce mode d'impôt direct en une plus abondante source de revenu.

Au cours des trois dernières années, la situation financière s'est si profondément modifiée que notre régime d'impôts s'en trouve complètement transformé. Aujourd'hui, le pays ne peut plus continuer de tirer son revenu des droits de douane et d'accise ou autres contributions indirectes; il lui faut recourir à l'impôt direct et établir un régime assez efficace, assez équitable pour que chacun sache si son voisin verse sa juste part des impôts. Tenir secret tout ce qui concerne les cotisations et les appels, c'est priver les gens du droit d'obliger les riches à contribuer pour leur juste part au revenu de l'Etat.

Cette question est une des plus importantes dont la Chambre ait été saisie au cours de la présente session. L'amendement dont il s'agit ici, je considère qu'il y a lieu de le repousser, dût-il s'ensuivre une conférence entre sénateurs et députés. Quand on aura exposé la situation aux membres du Sénat et qu'on leur aura fait voir toute l'importance que cette question revêt aux yeux du public, ils n'hésiteront pas, j'en suis sûr, à en faire un nouvel examen avec tout le soin qu'elle réclame.

Si cet amendement est adopté un grand nombre de personnes ne paieront pas leur juste part et plusieurs ne paieront rien du tout.

M. NESBITT: Il leur faudra aller devant les tribunaux. Les tribunaux les laisseront-ils tous passer?

M. CARVELL: Les tribunaux ne pourront savoir qui elles sont, ils n'ont pas de discrétion dans cette matière. Prenez mon cas, par exemple. Je crois qu'en vertu de la loi je devrais être appelé à faire une déclaration quelconque devant les tribunaux. Personne de mes voisins ne sait quelle déclaration j'ai à faire; tout cela est tenu en secret. Les tribunaux ne s'en occuperont pas beaucoup, à moins que quelqu'un ne veuille s'en mêler, et personne ne voudra s'en mêler, parce que personne ne sera présent à l'audition. Le résultat est que la déclaration que j'aurai faite au tribunal sera acceptée. Si cette déclaration est sincère, très bien, sinon, il n'y a personne pour la vérifier. Et il peut arriver que je ne fasse pas de déclaration du tout. Pour toutes ces raisons, je m'oppose à l'adoption de l'amendement proposé par le Sénat.

M. MACLEAN (Halifax): Si le Sénat avait dans l'idée d'empêcher que les affaires privées ne soient dévoilées je ne crois pas que son amendement ne puisse obtenir ce résultat. Il ne peut y avoir de révélation des affaires privées ou personnelles à l'audition d'un appel devant la cour d'Echiquier. L'appel sera nécessairement sur une question de principe, je ne puis concevoir un appel à la cour d'Echiquier qui ait quelque rapport que ce soit, sauf la question de savoir si le contribuable peut être taxé en vertu d'un certain article de la loi ou sur une certaine partie de son revenu. Il faut, dans le premier cas, que le contribuable remplisse la formule voulue. Si le bureau est d'opinion qu'il faille avoir plus d'informations il peut forcer la contribuable à faire un rapport supplémentaire et le bureau peut exiger de la part du contribuable la production sous serment de toutes informations concernant son revenu. Il peut y avoir dans ce cas publication des affaires privées, mais cela ne se présentera que très rarement. Par suite du fait que des gens seront très rarement requis de faire connaître leurs affaires privées, ce qui serait désagréable et de nature à provoquer des résistances, il est malheureux de décréter des procédures à huis clos relativement à la mise en vigueur de cette loi.

Cela paraît un peu curieux, d'un autre côté, de dire qu'un appel devant la cour d'échiquier se fera à huis clos. Je ne crois pas qu'on doive adopter ce principe, et qu'aucun contribuable ne le demande. Tout ce qui peut venir devant le bureau à titre de bureau de révision ou de bureau d'évaluation ou devant la cour de l'Echiquier n'exigerait que très rarement la publication d'affaires privées. Il peut s'élever une discussion quant à l'interprétation d'un article ou d'un paragraphe de la loi ou quant à savoir si un revenu provenant d'un placement à l'étranger est assujéti à la taxe. Les appels et les revisions auront surtout trait aux principes et non pas aux questions de détails; il n'y a pas un contribuable qui s'opposera à cela. Je partage l'avis du député de Carleton (N.-B.) (M. Carvell) de s'en tenir à la loi telle qu'elle était lorsqu'elle a quitté cette Chambre et de demander une conférence avec le Sénat sur la question.

M. BUREAU: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que la prétention que les affaires privées d'aucune sorte puissent être dévoilées ait beaucoup de force. Si un homme est obligé de faire connaître certain